



photo : IC (Tom Hanson)

Des Casques bleus canadiens montent à bord d'un avion à destination du Canada, à Split, en Croatie, en 1995, à l'expiration du mandat des Nations Unies dans la région.

de Haïfa et des zones touchées en Israël et en Égypte, se souvient M. Rock. Ces événements sont intervenus alors que j'étais encore très jeune, et les Nations Unies m'ont alors laissé une impression marquante ainsi qu'une image très positive du rôle du Canada dans le maintien de la paix. »

**Le saviez-vous? Le Canada compte sept missions diplomatiques accréditées auprès des Nations Unies et de ses agences.**

En principe, le Canada continue d'apporter un soutien sans faille aux activités de maintien de la paix de l'ONU. Toutefois, alors que plus de 70 000 Casques bleus sont déployés à l'heure actuelle dans le monde, seulement 327 d'entre eux, qu'il s'agisse de soldats, de policiers ou d'observateurs militaires, sont Canadiens, de sorte que notre pays se classe

au 32<sup>e</sup> rang des fournisseurs de troupes. Pour autant, cela ne signifie nullement que le Canada ait renoncé au maintien de la paix : en date d'avril 2005, 949 Canadiens étaient affectés à la mission de l'OTAN en Afghanistan et 1 200 autres à des opérations ailleurs dans le monde. Les missions déployées sous l'égide des Nations Unies sont seulement moins prioritaires qu'elles ne l'étaient.

Cela vient en partie de ce que, depuis le milieu des années 1990, les pays occidentaux concentrent leurs efforts sur les zones géographiques où leurs intérêts nationaux sont directement touchés, comme la Bosnie et le Kosovo. Selon M. Coulon, il est tout naturel que le Canada s'intéresse aux activités de maintien de la paix de l'OTAN, étant donné que les Européens et les Américains sont ses alliés, sans compter que notre pays a un siège (et voix au chapitre) au sein de cette instance. Dans le même temps, d'autres pays ont commencé à contribuer davantage aux missions onusiennes. C'est ainsi que, par exemple, l'Inde, le Pakistan et le Bangladesh affectent parfois jusqu'à 2 000 soldats à une seule force de maintien de la paix. Or, en raison de la réduction de ses effectifs militaires, le Canada ne peut se permettre d'apporter une telle contribution.

Toutefois, dans certaines situations, la contribution du Canada aux opérations de paix onusiennes demeure importante, notamment lorsqu'un déploiement rapide et de courte durée est nécessaire, de préciser Errol Mendes, professeur de droit commercial international à l'Université d'Ottawa. « Notre pays joue le rôle de "leader moral", mais cette responsabilité doit s'assortir d'une contribution en ressources, poursuit-il. » La contribution canadienne est également utile dans des domaines spécialisés. Le Canada compte en effet certains des meilleurs spécialistes mondiaux dans le secteur des communications militaires et il sait comment combiner des compétences strictement militaires avec des capacités humanitaires ou de

consolidation de la paix. Par suite de l'engagement du gouvernement du Canada à accroître les ressources des Forces canadiennes, il est possible que notre pays renforce sa contribution aux efforts de paix déployés sous l'égide de l'ONU.

## La lutte contre la pauvreté et le fonctionnement de l'ONU

M. Annan a une idée précise de ce que devrait être la contribution des pays prospères. Cinq ans après l'adoption des Objectifs du Millénaire pour le développement, qui visent à réduire de moitié la pauvreté dans le monde d'ici à 2015, il exhorte les pays riches à consacrer 0,7 p. 100 de leur revenu national brut à l'aide étrangère.

Certains pays ont répondu à cet appel. Dans l'*Énoncé de politique internationale* publié récemment (voir page 16), le Canada n'annonce aucun calendrier ferme en ce sens. Toutefois, il est prévu d'accroître et de restructurer l'aide étrangère de façon à ce que, d'ici à 2010, l'aide bilatérale se concentre sur 25 pays, selon des critères d'admissibilité stricts. L'Énoncé fait ressortir le lien entre l'acuité de la pauvreté et l'incapacité des États à gouverner de même qu'entre ces États et la sécurité internationale, et il conclut que l'aide et la sécurité internationales concourent au même but.

Dans le même élan, M. Annan insiste sur l'importance d'engager des réformes institutionnelles pour rendre l'ONU à la fois plus transparente, plus représentative et davantage comptable de ses actes, objectifs auxquels souscrit le Canada. Rappelons à cet égard que le secrétaire général a présenté deux formules pour la réforme du Conseil de sécurité. Or, le Canada privilégie la deuxième, qui suppose la création de huit nouveaux sièges avec mandat renouvelable de quatre ans et d'un nouveau siège avec mandat de deux ans non renouvelable. En tout état de cause, selon M. Malone, il faut éviter de concentrer toute son attention sur le Conseil de sécurité, de façon à ne pas négliger les discussions sur d'autres propositions importantes visant à consolider les droits de la personne, le développement et la sécurité. « À l'heure actuelle, à l'ONU, on fait grand cas de la réforme du Conseil de sécurité, mais la position de la plupart des pays est dictée, pour une bonne part, par leurs intérêts nationaux. »

Entre-temps, le Canada a pris l'initiative d'une autre réforme institutionnelle novatrice, nommément le L20, groupe de dirigeants de 20 grands pays du Nord et du Sud qui, selon les vœux mêmes de M. Martin,

« travailleront de concert avec l'ONU et d'autres enceintes internationales importantes ». Les pays membres du groupe représenteraient les deux tiers de la population mondiale, y compris 90 p. 100 de l'activité économique et 75 p. 100 du commerce à l'échelle de la planète.

Pour M. Malone, le L20 s'inspire du succès remporté par le G8. Plus précisément, il consiste à créer une instance séparée, pour permettre à d'importants pays en développement de se pencher, eux aussi, sur des enjeux planétaires communs dans

**Le saviez-vous? Le Canada est le septième bailleur de fonds quant au budget ordinaire des Nations Unies. Il fait également partie des quelques pays à s'acquitter de leur quote-part à temps, en entier et sans condition.**